

Le collectif LAWA
regroupant les 3 communes
Maripasoula – Papaïchton – Grand Santi
collectiflawa@gmail.com

Papaïchton le 20 avril 2017

Monsieur le Président de la République Française

Le Collectif du Lawa en Guyane représente les habitants des communes de Grand-Santi, Papaïchton et Maripa-Soula soit plus de 25000 habitants selon l'INSEE mais plus de 30000 habitants selon des estimations sérieuses.

Trois collectifs citoyens existaient dans les 3 communes respectives et ont récolté les revendications suite au mouvement social en Guyane.

Le jeudi 30 mars 2017, le collectif du Lawa a porté en main propre auprès de l'Etat à la Préfecture de Cayenne une synthèse des revendications des citoyens de nos trois communes.

Le vendredi 31 mars, une réponse a été fournie par la délégation interministérielle de haut-niveau qui ignorait dans sa large majorité les besoins des habitants des communes isolées du fleuve Maroni.

Le samedi 1er avril l'État a convoqué les représentants pour travailler dans des ateliers correspondant aux thématiques détaillées la veille (éducation, santé, communes de l'intérieur...).

En se présentant à la préfecture aux négociations à 20 heures, nous avons constaté avec colère qu'aucun atelier pour les communes de l'intérieur n'était réellement prévu par l'Etat. Cette négligence a obligé les représentants du collectif du Lawa à rester bloqués devant la porte de la préfecture des heures durant. Ce n'est qu'à 2 heures du matin, après 6 heures d'attente que nous avons pu entrer.

La préfecture, ne sachant pas où nous mettre, nous a intégrés d'office dans l'atelier peuples autochtones et bushinengués. Celui-ci s'étant terminé à 3h du matin, nous n'avons eu que 30 minutes pour négocier l'avenir de presque 10% de la population guyanaise.

Le 2 avril le premier ministre a émis les « Accords de Cayenne » dans lesquels le « pôle commune » aurait été pris en compte et aurait eu des « avancées significatives ».

Si le gouvernement considère que 30 mn de négociation et une mise de côté est une avancée significative, nous n'avons pas la même analyse.

Comment l'Etat peut-il considérer possible qu'une population de 25000 habitants n'ait pas de désenclavement terrestre pour accéder au littoral en urgence ?

Alors qu'en France hexagonale des bassins de population aussi importants ont la possibilité de se déplacer en sécurité.

Comment considérer l'absence de mise en place d'un hôpital de proximité à Maripa-Soula avec ses antennes (Papaïchton, Taluen)? Alors, qu'en France hexagonale, plus précisément

en Aveyron, à nombre d'habitants égal, la population bénéficie de pas moins de 8 structures hospitalières existantes.

Comment accepter d'avoir un fleuve non navigable et des routes intercommunales toujours ées avec un ping-pong entre l'Etat et la CTG?

Comment accepter que les habitants ne puissent pas accéder facilement au foncier ?

Comment accepter que l'orpaillage illégal ne soit toujours pas éradiqué, sachant qu'il apporte son flot d'insécurité et de pollution ?

Comment considérer 30 mn de négociation pour 25000 habitants ?

Nous tenons à souligner que la préfecture a refusé de nous répondre quant au déplacement et à la prise en charge de représentants du collectif du Lawa à Cayenne là où les décisions se prennent.

Est-ce ainsi que l'on traite des citoyens de la République française ?

Nous ne sommes pas dupes et sommes solidaires des autres parties lésées.

Concernant la réponse de Madame la Ministre des Outre Mers ce jour, nous ne demandons pas d'examen prioritaire, mais une programmation actée dès maintenant afin d'arriver à respecter à minima les recommandations du défenseur des droits Jacques Toubon émises à l'Etat en 2017 et du rapport parlementaire sur le suicide des amérindiens commandité par le premier ministre en 2015, et des nombreuses visites de ministres sur notre territoire depuis de nombreuses années.

Nous refusons d'être pris en otage par les différents échelons territoriaux et l'Etat. Nous demandons des actes maintenant.

Les populations du Fleuve Maroni restent encore les oubliés de la République, sachant que nous sommes français et européens, avec un accès aux droits en théorie égaux.

Nous espérons une issue et restons ouvert à toute proposition d'urgence.

Nous vous prions Monsieur le Président d'agréer nos salutations distinguées

Le Collectif Lawa